



Le Ministère du travail, de l'emploi, et de la santé

DELEGATION GENERALE A L'EMPLOI
ET A LA FORMATION PROFESSIONNELLE
SOUS-DIRECTION DE L'INGENIERIE, DE L'ACCES
ET DU RETOUR A L'EMPLOI
7 SQUARE MAX HYMANS
75741 PARIS CEDEX 15

Mission Insertion Professionnelle

Affaire suivie par : MIP
Mél : mip.dgef@emploi.gouv.fr
Téléphone : 01 43 19 28 31
Télécopie : 01 43 19 28 05
www.minefi.gouv.fr
www.travail.gouv.fr

Paris, le 30 juin 2011

Le Délégué général à l'emploi
et à la formation professionnelle

à

Madame et Messieurs, les Préfets de région,

Mesdames et Messieurs les Directeurs régionaux des
entreprises, de la concurrence, de la consommation, du
travail et de l'emploi (DIRECCTE),

Messieurs les Directeurs des entreprises, de la concurrence,
de la consommation, du travail et de l'emploi (DIECCTE),
des départements et collectivités d'outre-mer,

Mesdames et Messieurs les Préfets de département,

Copie :

Monsieur le directeur général de Pôle emploi

Monsieur le président du CNML

Monsieur le directeur général de l'ASP

Monsieur le secrétaire général du CIV

**Circulaire DGEFP n°2011-19 du 30 juin 2011 relative à la programmation
des contrats aidés au 2^{ème} semestre 2011**

N°NOR : ETS1118004C

Référence :

Circulaire DGEFP n° 2010-25 du 20 décembre 2010 relative à la programmation des contrats aidés en 2011

Le premier semestre 2011, qui s'inscrit dans un contexte de reprise économique, a été caractérisé à la fois par un renforcement du pilotage physico-financier des contrats aidés et par leur recentrage sur les publics prioritaires.

Afin de prolonger les efforts menés tant pour réguler la prescription de contrats financés par l'Etat que pour parvenir à la signature d'engagements ambitieux relatifs aux contrats cofinancés avec les conseils généraux, je vous encourage à continuer à mobiliser ce dispositif en direction des personnes les plus éloignées de l'emploi en poursuivant les objectifs précisés dans la circulaire du 20 décembre 2010.

Comme au premier semestre, le pilotage sera effectué par l'enveloppe financière, et non par le volume physique de prescription de contrats. Plus précisément, vous continuerez à considérer les objectifs de prescriptions comme des minima à atteindre, que vous pourrez dépasser en diminuant le coût unitaire des contrats, tandis que vous considérerez l'enveloppe financière comme une borne à ne pas dépasser.

I- Au 2^e semestre 2011, je vous demande de piloter une enveloppe financière vous permettant de réaliser au moins 236 000 CAE

1) Une enveloppe d'au moins 236 000 CAE

Au 2^{ème} semestre, compte tenu du cadencement prévu en loi de Finances pour 2011, de l'enveloppe complémentaire de 250 millions d'euros annoncée en février dernier, et des engagements importants que vous avez pu négocier avec les conseils généraux relativement aux CAE cofinancés (cf. tableau en annexe 1), vous disposerez d'une enveloppe financière permettant de prescrire au moins 236 000 CAE. Au total, sur l'ensemble de l'année, c'est au minimum 420 000 CAE qui devraient être prescrits, soit un volume très proche de celui enregistré en 2010.

Comme annoncé au premier semestre, les enveloppes régionales de CAE présentées en annexe 2 sont composées :

1- Des crédits nécessaires au financement par l'Etat des contrats cofinancés que vous avez pu négocier avec les conseils généraux dans le cadre des CAOM, sur la base des paramètres fixés dans la circulaire du 28 février 2011 (un taux de prise en charge de 80%, une durée hebdomadaire de 21,9h et une durée de 8,58 mois) ;

2- Des crédits dédiés aux contrats financés intégralement par l'Etat qui correspondent à la répartition de l'enveloppe financière disponible hors contrats cofinancés, avec les mêmes poids régionaux que ceux du 1^{er} semestre, **moyennant l'imputation financière de l'écart, positif ou négatif, entre votre consommation budgétaire et votre notification régionale du premier semestre 2011.**

Je vous rappelle que la prescription des contrats aidés pour les bénéficiaires du RSA doit s'inscrire dans le cadre des CAOM signées et renégociées à la hausse avec la quasi-totalité des départements. **Vous devez suivre avec vigilance les prescriptions des conseils généraux, afin de vérifier la réalisation de leurs engagements**, notamment dans le cas où le conseil général prescrit directement, sans passer par l'Extranet CUI.

Dans ces conditions, **il vous appartient, au moins dans un premier temps, de « sanctuariser » au sein de votre enveloppe régionale, les engagements pris par les conseils généraux dans le cadre des CAOM.** Toutefois, s'il vous apparaît en cours de gestion que les objectifs des CAOM ne pourront être tenus, vous aurez la possibilité de « recycler » les crédits correspondants pour prescrire davantage de CAE financés intégralement par l'Etat. Inversement, vous pourrez renégocier à la hausse les objectifs de prescription des conseils généraux en gageant ce surcroît de dépenses par une moindre programmation sur les CAE financés intégralement par l'Etat.

Concernant les CAE de l'Education Nationale, je vous demande de rester très prudents sur les conditions de renouvellements et de recrutements des nouveaux contrats dans l'attente d'une circulaire qui devrait parvenir aux recteurs avant la fin de la semaine.

2) Les objectifs et les publics prioritaires du 1^{er} semestre sont réaffirmés¹, et complétés par les annonces de la conférence nationale du handicap

Conformément aux annonces de la conférence nationale du handicap du 8 juin dernier, vous veillerez à **ce que les travailleurs handicapés les plus éloignés de l'emploi définis par vos soins (bénéficiaires de l'AAH ou du minimum invalidité, TH chômeurs de longue durée, etc.)** soient bien pris en compte dans votre programmation. Je vous confirme que les CAP EMPLOI pourront prescrire directement des contrats aidés en 2012, selon les modalités qui feront l'objet d'une prochaine instruction.

Pour les jeunes, vous pouvez continuer à mobiliser les missions locales afin qu'elles proposent des CAE « avec immersion » dans le cadre d'un parcours d'insertion.

Les paramètres de la JPE sur lesquels sont construites les enveloppes financières sont inchangés par rapport au 1^{er} semestre :

- un taux moyen de prise en charge de 70% hors ACI (sauf CAE cofinancés qui peuvent être portés à 80%) ;
- une prise en charge de 105% pour les ACI ;
- une durée hebdomadaire moyenne de 21,9 heures ;
- une durée moyenne de 8,58 mois.

Pour respecter l'enveloppe financière qui vous est notifiée, je vous demande de jouer sur l'ensemble des paramètres de prise en charge de manière équilibrée et pas exclusivement sur la durée en mois des contrats, qui s'est avérée inférieure en moyenne à la JPE au 1^{er} semestre. **Il vous appartient également de surveiller le cadencement de vos prescriptions afin d'éviter les ruptures de fin d'année.**

Par ailleurs, il est toujours préconisé de prescrire des contrats plus longs pour les employeurs mettant en œuvre des actions favorisant l'insertion durable dans l'emploi à l'issue du contrat (CDI, période d'immersion, période de professionnalisation, Parcours Animation Sport, etc.), notamment lorsqu'il s'agit d'ACI mettant en œuvre des actions de formation qualifiante.

Enfin, et de manière générale, si les contrats cofinancés avec les conseils généraux font l'objet de paramètres de prise en charge majorés par rapport aux critères de la circulaire du 28 février 2011 (taux de subvention pouvant aller jusqu'à 80%), vous devrez compenser le surcoût de ces contrats par des paramètres de prise en charge plus faibles pour les contrats financés intégralement par l'Etat.

¹ Les demandeurs d'emploi de longue durée, les jeunes connaissant des difficultés particulières d'accès à l'emploi, les résidents des quartiers prioritaires de la politique de la ville conformément aux décisions du CIV, les seniors, les travailleurs handicapés, les bénéficiaires du RSA, ainsi que les autres bénéficiaires de minima sociaux. Environ 300 recrutements d'adjoints de sécurité n'ayant pu être réalisés au 1^{er} semestre, vous devrez les prévoir dans votre programmation, en fonction d'une répartition régionale qui vous sera précisée prochainement.

II- En métropole, vous devez piloter une enveloppe financière permettant de réaliser au moins 37 000 CIE au 2^{ème} semestre

Compte tenu du reliquat disponible et des engagements ambitieux des conseils généraux, vous pouvez mobiliser une enveloppe minimale d'au moins 37 000 CIE pour le 2^e semestre 2011. Cette enveloppe est répartie par région avec les mêmes modalités que les CAE (cf. annexe 3).

S'agissant des CIE, les paramètres de la JPE continuent à s'appliquer :


- un taux de prise en charge moyen de 30,7 % ;
- une durée hebdomadaire de 33 heures ;
- une durée de 10 mois.

Dans la fixation des paramètres, vous privilégiez les employeurs qui proposent des CDI.

Je vous rappelle que, en application du décret n°2011-522 du 13 mai 2011, la contribution forfaitaire mensuelle du conseil général a diminué, passant de 411 € à 313 € par mois, ce qui rend cet outil financièrement très attractif pour les conseils généraux. Pourtant, dans de nombreux cas, les conseils généraux n'ont pas accepté de fixer des objectifs très ambitieux en la matière. C'est pourquoi, il est souhaitable, lorsque cela est possible, de renégocier à la hausse ces objectifs pour optimiser votre programmation.

Vous transmettez à la DGEFP (cyrille.moutono-zogo@finances.gouv.fr) **le 22 juillet 2011 au plus tard**, votre programmation physico-financière régionale actualisée, élaborée en concertation avec les acteurs de l'emploi dans votre région, tout particulièrement Pôle emploi et les missions locales. Un outil de programmation adapté vous est adressé par mail parallèlement à cette instruction pour faciliter votre tâche de répartition départementale des objectifs qui vous sont notifiés en annexe.

Je vous demande **d'informer rapidement les prescripteurs afin que ceux-ci disposent rapidement d'indications claires sur la programmation du deuxième semestre 2011**, notamment le contingent de prescription de CAE et de CIE, et les paramètres de prise en charge à respecter.

Bertrand MARTINOT

Délégué général à l'emploi
et à la formation professionnelle

Annexe 1 - Les engagements des conseils généraux sur les contrats aidés cofinancés en 2011

	Nb de BRSA socle seul (métropole) Nb de bRMI (DOM) (au 30/9/2010)	Nombre de CAE cofinancés			Nombre de CIE cofinancés			
		Avant renégociations	Engagements totaux	rapporté aux BRSA socle	Avant renégociations	Engagements totaux	rapporté aux BRSA socle	
Bas Rhin	67	19010	1148	1530	8,0%	425	425	2,2%
Haut rhin	68	12307	900	1400	11,4%	360	360	2,9%
ALSACE		31317	2048	2930	9,4%	785	785	2,5%
Dordogne	24	5969	250	250	4,2%	30	80	1,3%
Gironde	33	25052	700	700	2,8%	100	100	0,4%
Landes	40	5181		216	4,2%	-	-	0,0%
Lot et Garonne	47	6053	420	420	6,9%	70	70	1,2%
Pyrénées Atlantiques	64	9487	450	620	6,5%	92	120	1,3%
AQUITAINE		51742	1820	2206	4,3%	292	370	0,7%
Allier	3	6320	390	390	6,2%	120	120	1,9%
Cantal	15	1244	219	339	27,3%	25	50	4,0%
Haute Loire	43	1971	100	270	13,7%	-	30	1,5%
Puy de Dôme	63	10044	120	498	5,0%	-	80	0,8%
AUVERGNE		19579	829	1497	7,6%	145	280	1,4%
Calvados	14	10183	330	1000	9,8%	50	100	1,0%
Manche	50	5179	880	1180	22,8%	79	79	1,5%
Orne	61	4853	500	580	12,0%	120	120	2,5%
BASSE NORMANDIE		20215	1710	2760	13,7%	249	299	1,5%
Côte d'Or	21	6235	338	450	7,2%	-	145	2,3%
Nièvre	58	4066	200	400	9,8%	10	10	0,2%
Saône et Loire	71	6946	650	650	9,4%	150	150	2,2%
Yonne	89	5942	405	450	7,6%	105	105	1,8%
BOURGOGNE		23189	1593	1950	8,4%	265	410	1,8%
Cotes d'Armor	22	6629	629	902	13,6%	160	160	2,4%
Finistère	29	11412	800	800	7,0%	100	100	0,9%
Ile et Villaine	35	9835	970	1000	10,2%	210	210	2,1%
Morbihan	56	8648	900	1100	12,7%	200	200	2,3%
BRETAGNE		36524	2670	3802	10,4%	670	670	1,8%
Cher	18	6599	510	720	10,9%	40	66	1,0%
Eure et Loir	28	5791	300	350	6,0%	18	18	0,3%
Indre	36	3066	150	220	7,2%	30	30	1,0%
Indre et Loire	37	8616	390	520	6,0%	60	80	0,9%
Loir et Cher	41	4643	130	320	6,9%	20	50	1,1%
Loiret	45	8928	700	850	9,5%	100	125	1,4%
CENTRE		37643	2180	2980	7,9%	268	369	1,0%
Ardennes	8	8029	600	800	10,0%	60	100	1,2%
Aube	10	6550	820	820	12,5%	40	40	0,6%
Marne	51	8028	700	700	8,7%	40	40	0,5%
Haute Marne	52	3047	250	350	11,5%	15	15	0,5%
CHAMPAGNE ARDENNE		25654	2370	2670	10,4%	165	195	0,8%
Corse du sud	02A	1891	145	190	10,0%	40	50	2,6%
Haute corse	02B	2696	0	230	8,5%	-	27	1,0%
CORSE		4587	145	420	9,2%	40	77	1,7%
Doubs	25	8372	200	500	6,0%	90	90	1,1%
Jura	39	3161	600	700	22,1%	70	70	2,2%
Haute Saône	70	3167	179	330	10,4%	10	10	0,3%
Terr. Belfort	90	2722	125	350	12,9%	65	130	4,8%
FRANCHE COMTE		17422	1104	1880	10,8%	235	300	1,7%
Eure	27	8784	510	610	6,9%	-	80	0,9%
Seine Maritime	76	26905	2000	2690	10,0%	45	269	1,0%
HAUTE NORMANDIE		35689	2510	3300	9,2%	45	349	1,0%
Paris	75	51617	1000	3000	5,8%	100	300	0,6%
Seine et Marne	77	17920	450	950	5,3%	50	50	0,3%
Yvelines	78	20987	400	800	3,8%	400	400	1,9%
Essonne	91	29669	300	300	1,0%	50	100	0,3%
Hauts de Seine	92	23761		540	2,3%	-	100	0,4%
Seine St Denis	93	56177	0	250	0,4%	-	250	0,4%
Val de Marne	94	16080	0	0	0,0%	-	-	0,0%
Val d'Oise	95	15549	290	1000	6,4%	-	-	0,0%
ILE DE FRANCE		231760	2440	6840	3,0%	600	1 200	0,5%
Aude	11	11354	450	485	4,3%	50	50	0,4%
Gard	30	21860	450	450	2,1%	200	200	0,9%
Hérault	34	29383	600	700	2,4%	400	400	1,4%
Lozère	48	673		70	10,4%	20	20	3,0%
Pyrénées Orientales	66	15558	650	700	4,5%	150	150	1,0%
LANGUEDOC ROUSSILLON		78828	2150	2405	3,1%	820	820	1,0%
Corrèze	19	2236	200	525	23,5%	-	-	0,0%
Creuse	23	1775	128	218	12,3%	8	13	0,7%
Haute vienne	87	6554	340	400	6,1%	60	60	0,9%
LIMOUSIN		10565	668	1143	10,8%	68	73	0,7%
Meurthe et Moselle	54	15633	0	1000	6,4%		300	1,9%
Meuse	55	3798	240	240	6,3%	30	30	0,8%
Moselle	57	18696		1610	8,6%		220	1,2%

		Nb de bRSA socle seul (métropole) Nb de bRMI (DOM) (au 30/9/2010)	Nombre de CAE cofinancés			Nombre de CIE cofinancés		
			Avant renégociations	Engagements totaux	rapporté aux bRSA socle	Avant renégociations	Engagements totaux	rapporté aux bRSA socle
Vosges	88	6821	363	363	5,3%	-	-	0,0%
LORRAINE		44948	603	3213	7,1%	30	550	1,2%
Ariège	9	3756	175	275	7,3%	30	40	1,1%
Aveyron	12	2397	0	240	10,0%	-	70	2,9%
Haute Garonne	31	22775	400	400	1,8%	100	100	0,4%
Gers	32	2174	90	90	4,1%	-	-	0,0%
Lot	46	2199	80	200	9,1%	15	70	3,2%
Hautes Pyrénées	65	3380	150	338	10,0%	15	65	1,9%
Tarn	81	6792	0	200	2,9%	-	70	1,0%
Tarn et Garonne	82	4577	110	289	6,3%	20	41	0,9%
MIDI PYRENEES		48050	1005	2032	4,2%	180	456	0,9%
Pas de Calais	62	43877	3000	3000	6,8%	-	-	0,0%
Nord	59	84036	1850	1950	2,3%	-	-	0,0%
NORD PAS DE CALAIS		127913	4850	4950	3,9%	-	-	0,0%
Loire Atlantique	44	17666	2200	3050	17,3%	180	330	1,9%
Maine et Loire	49	10821	866	1266	11,7%	70	100	0,9%
Mayenne	53	2701	280	500	18,5%	51	51	1,9%
Sarthe	72	8150	1000	1000	12,3%	150	150	1,8%
Vendée	85	5282	360	540	10,2%	30	54	1,0%
PAYS DE LA LOIRE		44620	4706	6356	14,2%	481	685	1,5%
Aisne	2	11271	282	382	3,4%	-	-	0,0%
Oise	80	13061	143	965	7,5%	-	-	0,0%
Somme	80	12142	700	700	5,8%	-	-	0,0%
PICARDIE		36474	1125	2067	5,7%	-	-	0,0%
Charente	16	6748	640	970	14,4%	30	30	0,4%
Charente maritime	17	11400	1000	2000	17,5%	400	500	4,4%
Deux Sèvres	79	4147	452	452	10,9%	70	70	1,7%
Vienne	86	8354	580	853	10,2%	120	120	1,4%
POITOU CHARENTES		30649	2672	4275	13,9%	620	720	2,3%
Alpes de Haute provence	4	2296	80	230	10,0%	12	24	1,0%
Hautes Alpes	5	1558	140	220	14,1%	10	20	1,3%
Alpes maritimes	6	17189	290	1000	5,8%	90	800	4,7%
Bouches du Rhône	13	61388	3100	6200	10,1%	700	700	1,1%
Var	83	19254	800	1800	9,3%	250	800	4,2%
Vaucluse	84	11990	215	430	3,6%	100	100	0,8%
PACA		113675	4625	9880	8,7%	1 162	2 444	2,1%
Ain	1	5248	488	565	10,8%	70	70	1,3%
Ardèche	7	4068	130	492	12,1%	-	70	1,7%
Drôme	28	8090	350	450	5,6%	30	80	1,0%
Isère	38	15573	548	1200	7,7%	90	150	1,0%
Loire	42	10150	300	800	7,9%	40	100	1,0%
Rhône	69	28312	1500	2400	8,5%	250	300	1,1%
Savoie	73	3564	280	280	7,9%	140	140	3,9%
Haute Savoie	74	5487	500	669	12,2%	50	82	1,5%
RHONE ALPES		80492	4094	6856	8,5%	670	922	1,1%
FRANCE METROPOLE		1151535	47917	76412	6,6%	7 780	11 974	1,0%
GUADELOUPE	971	31298	500	500	1,6%	-	-	0,0%
GUYANE	973	10978	500	600	5,5%	-	-	0,0%
REUNION	974	29618	7500	10500	35,5%	-	-	0,0%
MARTINIQUE	972	66717	0	439	0,7%	-	-	0,0%
TOTAL DOM		138611	8500	12039	8,7%	-	-	0,0%
TOTAL FRANCE ENTIERE		1290146	56417	88451	6,9%			

**ANNEXE 2 :
REPARTITION DES CONTRATS AIDES DU SECTEUR NON MARCHAND (CUI-
CAE)**

ENVELOPPE SECOND SEMESTRE 2011					
	NOMBRE DE CONVENTIONS	DONT COFINANCES	AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS	% DES AE DANS LE TOTAL DES AE	CREDITS DE PAIEMENTS
ALSACE	5 840	1 709	29 889 643	2,5%	11 200 677
AQUITAINE	10 010	1 288	50 774 578	4,2%	19 026 980
AUVERGNE	5 051	1 100	25 556 816	2,1%	9 577 017
BASSE-NORMANDIE	6 825	1 821	36 533 927	3,0%	13 690 518
BOURGOGNE	5 361	1 083	27 858 261	2,3%	10 439 448
BRETAGNE	7 635	2 052	40 168 508	3,3%	15 052 521
CENTRE	8 424	1 977	42 285 967	3,5%	15 846 005
CHAMPAGNE-ARDENNE	5 706	1 334	30 590 866	2,5%	11 463 449
CORSE	975	304	4 363 028	0,4%	1 634 977
FRANCHE-COMTE	6 044	1 142	33 169 471	2,8%	12 429 741
HAUTE-NORMANDIE	7 730	1 842	39 411 819	3,3%	14 768 964
ILE-DE-FRANCE	23 543	5 207	109 058 411	9,1%	40 867 935
LANGUEDOC-ROUSSILLON	10 659	1 092	56 491 283	4,7%	21 169 226
LIMOUSIN	3 153	840	16 222 605	1,3%	6 079 168
LORRAINE	9 996	2 640	56 254 966	4,7%	21 080 670
MIDI-PYRENEES	8 032	1 091	40 743 094	3,4%	15 267 838
NORD-PAS-DE-CALAIS	21 319	2 492	125 476 379	10,4%	47 020 313
PAYS DE LA LOIRE	9 158	3 204	48 120 127	4,0%	18 032 266
PICARDIE	10 243	1 656	57 686 190	4,8%	21 616 998
POITOU-CHARENTES	7 920	2 222	42 119 349	3,5%	15 783 568
PR. ALPES CA	20 708	5 316	102 046 728	8,5%	38 240 417
RHONE-ALPES	17 524	4 325	90 188 008	7,5%	33 796 547
TOTAL FRANCE METROPOLE	211 978	45 734	1 105 010 026	91,8%	414 085 241
GUADELOUPE	1 572	450	6 825 159	0,6%	2 557 622
GUYANE	1 904	542	8 420 278	0,7%	3 155 368
MARTINIQUE	2 785	439	13 262 519	1,1%	4 969 922
REUNION	18 091	7 588	69 806 651	5,8%	26 158 952
TOTAL DOM	24 319	9 019	98 314 569	8,2%	36 841 849
TOTAL FRANCE ENTIERE	236 349	54 753	1 203 324 595	100,0%	450 927 090

*le nombre de conventions ainsi que les AE et CP ont été réajustés pour tenir compte des prescriptions réalisées au 30 juin 2011.

**ANNEXE 3 :
REPARTITION DES CONTRATS AIDES
DU SECTEUR MARCHAND (CUI-CIE)**

ENVELOPPE SECOND SEMESTRE 2011					
	NOMBRE DE CONVENTIONS	DONT COFINANCES	AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS	% DES AE DANS LE TOTAL DES AE	CREDITS DE PAIEMENTS
ALSACE	1 080	577	2 580 605	2,1%	726 667
AQUITAINE	1 635	293	5 723 288	4,7%	1 611 608
AUVERGNE	1 070	247	3 572 388	2,9%	1 005 941
BASSE-NORMANDIE	1 070	226	3 638 060	3,0%	1 024 433
BOURGOGNE	1 031	312	3 208 921	2,6%	903 593
BRETAGNE	2 149	519	7 104 102	5,8%	2 000 429
CENTRE	1 231	307	4 041 448	3,3%	1 138 022
CHAMPAGNE-ARDENNE	769	135	2 701 034	2,2%	760 578
CORSE	96	54	220 722	0,2%	62 153
FRANCHE-COMTE	740	228	2 290 869	1,9%	645 081
HAUTE-NORMANDIE	1 532	321	5 216 658	4,3%	1 468 947
ILE-DE-FRANCE	4 543	1 100	15 008 042	12,3%	4 226 082
LANGUEDOC-ROUSSILLON	1 503	327	5 081 472	4,2%	1 430 881
LIMOUSIN	284	71	931 002	0,8%	262 159
LORRAINE	1 845	537	5 814 036	4,8%	1 637 162
MIDI-PYRENEES	1 231	348	3 909 317	3,2%	1 100 816
NORD-PAS-DE-CALAIS	3 382	0	13 737 620	11,2%	3 868 346
PAYS DE LA LOIRE	1 607	153	6 048 222	4,9%	1 703 105
PICARDIE	564	0	2 291 680	1,9%	645 309
POITOU-CHARENTES	1 241	486	3 515 461	2,9%	989 911
PR. ALPES CA	4 836	1 873	13 775 143	11,3%	3 878 912
RHONE-ALPES	3 579	826	11 952 235	9,8%	3 365 604
TOTAL FRANCE METROPOLE	37 018	8 940	122 362 325	100,0%	34 455 739

*Les AE et CP ont été réajustés pour tenir compte des prescriptions réalisées au 30 juin 2011.